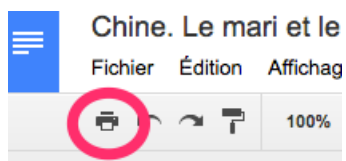


Modèle de lettre - Une militante forcée à signer une fausse déclaration écrite

Comment utiliser ce modèle de lettre ?

Envoi par courrier

- Imprimez tout ou partie des pages de ce document. Les lettres commencent en page 2. Utilisez pour cela la fonction "imprimer" intégrée à ce document (voir image ci-dessous). Sans cela, des indications sur la source de votre document seront imprimées en haut et en bas de vos lettres.



- Datez et signez votre lettre.
- Envoyez en fonction des adresses communiquées dans l'action.

Envoi par Email ou par fax

- Copiez/collez tout ou partie des pages de ce modèle dans un mail.
- Envoyer en fonction des adresses et numéros de fax communiquées dans l'action.

[RETOUR L'ACTION >](#)



Shri Jual Oram
Ministry of Tribal Affairs,
Shastri Bhavan,
New Delhi,
Inde - 110001

Monsieur le Ministre,

Pour la seconde fois, je vous écris car la situation de Madame Pavitri Manjhi est très préoccupante: Pavitri Manjhi, comme d'autres habitants du village, a été forcée à vendre ses terres à des représentants des entreprises, sans consentement libre et éclairé. Avec d'autres militants elle a fondé le groupe local Adivasi Dalit Mazdoor Kisan Sangharsh, en vue de porter plainte au titre des dispositions de la Loi relative aux castes et tribus répertoriées, qui érige en infraction l'expropriation de Dalits et d'Adivasis. Depuis des années Pavitri Manjhi est soumise à des menaces et à des manœuvres d'intimidation et de harcèlement par des hommes qui, d'après elle, représentent une entreprise thermale privée. Pavitri Manjhi a déclaré qu'un représentant de la police s'était rendu à son domicile le 13 juin 2018 et l'avait forcée à signer une fausse déclaration écrite indiquant qu'elle n'avait pas été menacée par des représentants d'entreprises. Bien que de très nombreux villageois adivasis affirmant avoir été expropriés en juin 2017 aient porté plainte, la police continue de refuser de dresser des procès-verbaux introductifs.

Je vous demande donc, instamment, Monsieur le Ministre, d'appeler les autorités à protéger efficacement Pavitri Manjhi et d'autres villageois adivasis des manœuvres de harcèlement et d'intimidation et à ouvrir des enquêtes sur toutes les plaintes pour expropriations illégales, harcèlement, menaces et intimidations déposées par des villageois adivasis et à traduire les responsables présumés en justice dans le cadre de procès équitables.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à ma requête et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon profond respect.



Shri AN Upadhyay
Police Headquarters, Raipur Chhattisgarh,
Inde - 492001

Monsieur,

Pour la seconde fois, je vous écris car la situation de Madame Pavitri Manjhi est très préoccupante: Pavitri Manjhi, comme d'autres habitants du village, a été forcée à vendre ses terres à des représentants des entreprises, sans consentement libre et éclairé. Avec d'autres militants elle a fondé le groupe local Adivasi Dalit Mazdoor Kisan Sangharsh, en vue de porter plainte au titre des dispositions de la Loi relative aux castes et tribus répertoriées, qui érige en infraction l'expropriation de Dalits et d'Adivasis. Depuis des années Pavitri Manjhi est soumise à des menaces et à des manœuvres d'intimidation et de harcèlement par des hommes qui, d'après elle, représentent une entreprise thermale privée. Pavitri Manjhi a déclaré qu'un représentant de la police s'était rendu à son domicile le 13 juin 2018 et l'avait forcée à signer une fausse déclaration écrite indiquant qu'elle n'avait pas été menacée par des représentants d'entreprises. Bien que de très nombreux villageois adivasis affirmant avoir été expropriés en juin 2017 aient porté plainte, la police continue de refuser de dresser des procès-verbaux introductifs.

Je vous demande donc, instamment, Monsieur, d'appeler les autorités à protéger efficacement Pavitri Manjhi et d'autres villageois adivasis des manœuvres de harcèlement et d'intimidation et à ouvrir des enquêtes sur toutes les plaintes pour expropriations illégales, harcèlement, menaces et intimidations déposées par des villageois adivasis et à traduire les responsables présumés en justice dans le cadre de procès équitables.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à ma requête et vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mon profond respect.

AMNESTY
INTERNATIONAL

